

Article 21 du Règlement

Le gouvernement de la Colombie-Britannique a préféré négocier, plutôt que d'exiger, le retour de ces terres. Cette faiblesse des autorités provinciales affaiblit la position des députés fédéraux de la Colombie-Britannique, et pourrait faciliter le rachat de ces ressources précieuses par nul autre que Petro-Canada. L'article 50 de la loi constitutionnel de 1982 reconnaît sans équivoque que chacune des provinces est propriétaire des ressources naturelles à l'intérieur de ses frontières.

Sur le plan constitutionnel, le gouvernement fédéral n'a aucun droit sur ces terres houillères. Hélas, les deux amendements que nous avons proposés au projet de loi et qui auraient eu pour effet de rendre la propriété de ces terres à la Colombie-Britannique, vous avez, madame le Président, choisi de les considérer comme dépassant la portée du projet de loi. En 1982, les exportations céréalières du Canada ont atteint 6 milliards de dollars. L'on a calculé que les terres houillères de la Colombie-Britannique pourraient rapporter jusqu'à 450 milliards. Ce qui équivaut à 75 années de revenus en provenance des exportations céréalières.

Eu égard à tout ce qui précède, les députés conservateurs de la Colombie-Britannique exigent le retour de ces terres au propriétaire original, soit leur province.

* * *

LE DÉSARMEMENT**LA JOURNÉE DES FEMMES EN FAVEUR DU DÉSARMEMENT—
L'OPPOSITION À L'ESSAI DU MISSILE CRUISE**

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Madame le Président, il y a quelques jours, le premier ministre (M. Trudeau) s'est demandé comment vivaient les Canadiens. Il s'est interrogé sur le genre de personnes qui vivaient au Canada. Mais bien des Canadiens se posent eux aussi des questions à l'endroit de leur premier ministre. Ils se demandent à quelle enseigne il loge en matière de désarmement. Ils ont été déçus lorsqu'il a donné carte blanche aux États-Unis pour faire l'essai du missile Cruise, mais ils espèrent quand même que les travaux de son groupe d'étude sur le désarmement aboutiront à des résultats positifs.

Aujourd'hui, c'est la journée des femmes en faveur du désarmement et il y a lieu de rappeler que plus de 60 p. 100 des Canadiennes s'opposent à l'essai du missile Cruise. Toutes les Canadiennes et tous ceux qui sont en faveur de la paix voudraient que le premier ministre mette en pratique ce qu'il prêche.

Samedi dernier, à Victoria, des centaines de personnes, de simples citoyens, ont voté pour demander au premier ministre de dénoncer l'entente sur l'essai du missile Cruise pour que le Canada devienne une zone dénucléarisée. Ils m'ont demandé de déposer ces votes d'une façon qui symboliserait la puissance de l'opinion publique et la volonté de paix. Je demande donc qu'un page vienne . . .

Mme le Président: A l'ordre. Je demande aux pages de ne pas recueillir ces votes. Le député n'a pas le droit d'exposer des objets ou des articles à la Chambre.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**L'AFRIQUE DU SUD—L'ESPÉRANCE DE VIE—CONDAMNATION DE
L'APARTHEID**

M. Stanley Hudecki (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale): Madame le Président, je voudrais communiquer à la Chambre les résultats d'une étude effectuée par l'université Witwatersrand de Johannesburg en Afrique du sud. Selon cette étude, l'espérance de vie moyenne des 4.6 millions de Blancs de ce pays est de 65 ans, celle des Noirs de 45 ans. Les experts médicaux croient sans conteste que cette grande différence est due au régime de l'apartheid, soi-disant de «développement séparé», en vigueur en Afrique du Sud.

L'écart entre la qualité de vie des Blancs et des Noirs dans ce pays ressort clairement dans le taux de mortalité infantile qui s'élève à 21.6 pour 1000 chez les Blancs et à 123.9 chez les Noirs. Il atteint même 200 à 300 pour 1000 chez les Noirs vivant dans les régions rurales. Étant donné la ségrégation du personnel médical et des patients, il existe un médecin pour 330 Blancs, contre un pour 91,000 Noirs.

En raison de ces terribles disparités, j'exhorte le gouvernement du Canada à songer sérieusement à s'opposer à tout prêt éventuel du Fonds monétaire international à l'Afrique du Sud tant que le régime de l'apartheid n'aura pas été entièrement aboli. La Suède et la Norvège ont déjà adopté une politique semblable, de même que la Chambre des représentants aux États-Unis.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES**PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE ROBERT S. McNAMARA, ANCIEN
PRÉSIDENT DE LA BANQUE MONDIALE**

Mme le Président: Je voudrais souligner la distinguée présence, dans notre tribune, de M. Robert S. McNamara, ancien secrétaire de la Défense des États-Unis et ancien président de la Banque mondiale.

Des voix: Bravo!**PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE L'HONORABLE GREVILLE JANNER,
DÉPUTÉ, PRÉSIDENT DU COMMONWEALTH JEWISH COUNCIL**

Mme le Président: L'honorable Greville Janner, député à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique et membre du Commonwealth Jewish Council nous honore également de sa présence.

Des voix: Bravo!